

PARLER POLITIQUE EN LIGNE

Une revue des travaux français et anglo-saxons

[Fabienne Greffet](#), [Stéphanie Wojcik](#)

Lavoisier | « Réseaux »

2008/4 n° 150 | pages 19 à 50

ISSN 0751-7971

ISBN 9782746222533

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-reseaux1-2008-4-page-19.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Lavoisier.

© Lavoisier. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

PARLER POLITIQUE EN LIGNE

Une revue des travaux français et anglo-saxons

Fabienne GREFFET

Stéphanie WOJCIK

L'interactivité permise par le média Internet se décline de multiples façons : échange, partage, production d'informations comme par exemple dans les cas d'Agoravox, Dailymotion ou YouTube, création de blogs¹, forums, courriers électroniques ou listes de discussion, et plus récemment, développement de sites communautaires comme Facebook ou MySpace. Parmi ces potentialités existe, au-delà de la possibilité d'entrer en contact, celle d'engager des discussions en ligne. C'est ce type de pratiques que ce texte propose d'interroger, sous un angle particulier, celui des discussions politiques en ligne.

La « discussion politique en ligne » est ici définie comme un processus d'échange et d'interaction entre des internautes intervenant sur un même espace, sur un sujet « politique » au sens large², quels que soient le procédé technique utilisé (forum, liste de discussion, blog...), l'objet ou l'objectif de l'échange et le degré d'implication et de mobilisation de ces personnes. Même si nous supposons que les périodes de plus forte mobilisation politique – comme les campagnes électorales, ou référendaire comme celle de 2005 – constituent des moments propices à l'émergence de telles discussions, ces périodes ne sont pas ici distinguées, afin d'analyser les discussions politiques en ligne dans leur diversité et leur complexité.

« Parler politique » constitue en effet une activité sociale spécifique, un élément de la « culture civique »³ qui reste un objet très diversement investi

1. CARDON *et al.*, 2006.

2. Classiquement, la notion de « politique » peut recouvrir trois dimensions qui désignent à la fois une structure, un contenu ou un processus. La première dimension relève du mode d'organisation d'une collectivité humaine, c'est-à-dire la structure qui permet de prendre des décisions ayant un caractère obligatoire, lequel résulte d'une obéissance consentie ou forcée de la part de ceux auxquels elles s'appliquent (*polity*). La deuxième dimension comprend les décisions effectivement prises par le pouvoir (*policies*). Il s'agit ici des politiques publiques, qu'elles concernent l'ensemble de la vie collective ou seulement certains secteurs. La troisième dimension fait référence aux compétitions et aux conflits qui se développent entre les individus en vue de contrôler ou d'influencer les décisions (*politics*).

3. ALMOND et VERBA, 1963.

par les sciences sociales. Pour William Gamson, cette situation d'interaction est un révélateur du processus de formation du jugement politique, qui mobilise à la fois le discours des médias, l'expérience personnelle et la connaissance d'un problème⁴. Elle devient le moyen privilégié par lequel démontrer que les acteurs politiques ne sont pas passifs, mais aptes à se forger des opinions autonomes, susceptibles de les conduire à s'engager politiquement. De manière un peu différente, la sociologie électorale considère que la discussion politique constitue un indicateur parmi d'autres de participation politique⁵. Comme le montrait l'étude pionnière de Paul Lazarsfeld *et al.*, *The People's Choice*, l'échange verbal avec d'autres personnes est un vecteur d'interaction auquel les citoyens sont plus exposés qu'ils ne le sont aux médias radiophoniques ou télévisés. C'est par la discussion que peuvent éventuellement se forger – ou se renforcer – les opinions et décisions de vote, principalement chez les personnes indécises, grâce notamment au déploiement de l'influence du leader d'opinion⁶. Plus récemment, dans le sillage des travaux d'Habermas⁷, la discussion politique se conçoit fréquemment comme le fondement d'une démocratie délibérative dans laquelle les vues politiques des citoyens ne seraient plus figées, prédéterminées par leurs intérêts, mais amenées à se transformer à travers des interactions créatives⁸ et un échange argumenté. Dans une perspective procédurale, la démocratie délibérative se caractériserait ainsi par l'exposé d'arguments rationnels et la recherche du consensus, cette dernière caractéristique faisant toutefois l'objet de fréquentes contestations théoriques⁹.

Si la discussion politique apparaît comme un élément du processus de socialisation politique et de politisation des individus, elle peut être aussi partie prenante du processus de décision publique. Face à la désaffection des citoyens vis-à-vis des institutions de la démocratie représentative, de nombreuses procédures précisément fondées sur la discussion collective entre citoyens et entre citoyens et représentants se développent progressivement sous la houlette d'autorités publiques variées. Les débats organisés par la Commission nationale du débat public (CNDP)¹⁰ ou les multiples expériences et procédures, parfois obligatoires, mises en œuvre par les collectivités territoriales (ateliers

4. GAMSON, 1992.

5. MAYER et PERRINEAU, 1992.

6. LAZARSFELD *et al.*, 1952 ; KATZ et LAZARSFELD, 2005.

7. HABERMAS, 1987, 1997a,b. Voir aussi MANIN, 1985.

8. BARBER, 1984.

9. GUTMANN et THOMPSON, 1996 ; CHAMBERS, 2003.

10. REVEL *et al.*, 2007.

d'urbanisme, commissions consultatives, concertation publique, conseils d'enfants, de jeunes, conseils de quartier...) ont ainsi fait l'objet d'analyses qui pointent les apports, les limites et les représentations sociales associées à la démocratie participative et à la démocratie délibérative¹¹. En revanche, alors que les travaux foisonnent en langue anglaise, les discussions politiques en ligne ont plus rarement suscité l'attention des chercheurs francophones, probablement en raison d'un développement des usages politiques d'Internet, en particulier des pratiques discursives entre citoyens et entre citoyens et élus, plus tardif ici que dans les pays anglo-saxons.

Pourtant, les discussions politiques en ligne émergent en France sur des supports multiples. Les procédures les plus formalisées sont vraisemblablement celles initiées par les institutions publiques, à divers échelons gouvernementaux. L'exemple pionnier est celui de la CNDP, chargée d'organiser des débats publics sur tout le territoire national et qui, depuis sa création en 1995, propose des procédures de type délibératif combinant débat en ligne et débat en face-à-face. Plus récemment, dans les débats relatifs à la politique de l'énergie destinés à alimenter le « Grenelle de l'environnement » de l'automne 2007, l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) a organisé un débat en ligne sur la politique énergétique selon des modalités relativement sophistiquées, allant au-delà des fonctionnalités offertes par un simple forum¹².

Plus libres *a priori* dans leurs contenus que ceux proposés par les institutions publiques, mais non dépourvus de contraintes, les forums de discussion proposés par les médias de la presse écrite¹³ ou audiovisuelle ou par les partis politiques¹⁴ sont perméables à l'actualité et peuvent aborder une multiplicité de sujets, notamment politiques. D'autres espaces permettent de développer des discussions politiques de manière plus ponctuelle, comme par exemple les blogs ou les jeux vidéos. Ces derniers, ainsi que les sites de réseaux sociaux comme Facebook, montrent que de telles discussions ne se déploient pas seulement sur des sites publics, ouverts, et explicitement destinés à des questions politiques¹⁵ ; elle peuvent également surgir dans un

11. Par exemple, CURAPP/CRAPS, 1999 ; BLONDIAUX et SINTOMER, 2002 ; BACQUÉ, REY et SINTOMER, 2005.

12. Voir dans ce dossier l'analyse de ce débat par Nicolas Benvegno et Mathieu Brugidou.

13. FALGUERES, 2006.

14. BLANCHARD, 2007.

15. Toutefois, dans cet article, ne seront abordées que de manière marginale les espaces communautaires ou les communautés en ligne au sein desquelles les discussions, dans leur

espace privatisé, accessible sur inscription, comme une liste de discussion ou un *chat room*. Des considérations plus techniques, comme la distinction entre des espaces de discussion en temps réel (les *chats*) et les espaces de discussion asynchrones (forums, listes de discussion...) ainsi que l'attractivité des discussions, peuvent également intervenir.

Par contraste avec cette diversité des pratiques, les travaux académiques sur les discussions en ligne apparaissent, notamment lorsqu'il s'agit de « parler politique », assez fortement influencés par la notion de délibération et les controverses qui lui sont attachées ; ceux sur la sociologie des communautés en ligne, rappelés par Patrice Flichy dans ce dossier, ayant semble-t-il écarté plus précocement cette approche¹⁶.

La variété des dispositifs sociotechniques et des usages et pratiques auxquels ils donnent lieu a, en effet, conduit progressivement à nuancer, voire à abandonner le modèle de la délibération d'inspiration habermassienne, au profit d'études révélant les tensions parfois contradictoires qui structurent le déroulement des échanges en ligne. Ce sont ces tensions que cet article propose d'explorer à partir essentiellement des recherches menées sur les espaces de débat proposés par les organisations politiques ou politico-administratives et sur ceux, non contraints par une autorité politique, qui sont consacrés à la discussion d'enjeux ou de questions politiques.

Les discussions en ligne au prisme de la délibération : du tropisme au progressif abandon d'un idéal normatif

Les notions de sphère publique et de délibération issues des travaux d'Habermas, ont souvent été exploitées dans les premières études relatives aux discussions politiques en ligne réalisées dans les années 1990. Généralement, il s'agissait de comparer leurs caractéristiques avec celles d'un espace public idéal, pour aboutir à la conclusion considérée comme décevante que les technologies de l'information et de la communication (TIC) ne permettent pas

très grande majorité, concernent des activités davantage liées à la sphère de sociabilité (loisirs, hobbies, vie professionnelle) et intime (santé, événements familiaux) des participants et, de manière incidente, leurs activités ou opinions proprement politiques. Michel Gensollen en dresse une typologie (GENSOLLEN, 2004).

16. POSTER, 1997.

la réalisation de l'idéal délibératif¹⁷. Ainsi, Steven Schneider, qui a étudié un *newsgroup* d'Usenet sur l'avortement en 1994-95, envisagé comme une « arène conversationnelle » non soumis aux pressions économiques ou de l'État, totalement libre d'accès et contrôlé par les participants, montre qu'une des conditions essentielles de la délibération, l'égalité, est loin d'être effective : 53 % des participants n'interviennent qu'une fois, et l'ensemble de leurs contributions correspond à 4 % du contenu des discussions, alors que moins de 1 % d'entre eux concentrent plusieurs centaines de messages chacun, soit 43 % du total des contributions¹⁸. Plus récemment, lorsqu'il analyse le contenu de trois forums de discussion – deux traitant de thèmes reliés à la politique canadienne et québécoise, et un autre portant sur les droits reliés à l'orientation sexuelle – Michaël Dumoulin estime que les échanges électroniques ressemblent à des « monologues interactifs » où chaque participant réitère son propre point de vue et rejette ou critique systématiquement les propos des autres intervenants au lieu de solliciter des opinions, des éclaircissements ou des justifications de la part des autres intervenants¹⁹.

Confronté au déroulement concret des discussions en ligne, le cadre d'analyse habermassien se heurte à des difficultés théoriques et méthodologiques. Ainsi, les critères d'évaluation de la qualité de la délibération connaissent, selon les auteurs, divers degrés de raffinement. Alors que Lincoln Dahlberg identifie six indices de délibération – la rationalité, la réflexivité, l'inversion des rôles (capacité à se mettre à la place de l'autre pour comprendre son point de vue), la sincérité, l'inclusion et l'équité discursive, l'autonomie par rapport au pouvoir de l'État et au pouvoir économique²⁰, Steven Schneider se limitait à quatre dimensions : l'égalité, la diversité, la réciprocité et la qualité des échanges²¹. Jennifer Stromer-Galley synthétise, quant à elle, huit éléments repérables empiriquement qui contribueraient à une délibération en ligne de qualité : l'expression d'opinions raisonnées ; la référence à des sources

17. Cet aspect n'est pas une spécificité des discussions politiques en ligne. Même dans l'arène parlementaire, une large majorité de débats ne répond pas aux critères habermassiens de la délibération. Cependant, la qualité de la délibération est étroitement corrélée aux conditions institutionnelles, et notamment à l'existence d'une démocratie de consensus au sens de Lijphart. Voir BÄCHTIGER et STEENBERGEN, 2004.

18. SCHNEIDER, 1996.

19. DUMOULIN, 2002, p. 149-150. Mesurer la « qualité » d'une discussion au regard des critères normatifs de la délibération demeure encore une préoccupation centrale dans certains travaux menés très récemment : STRANDBERG, 2008.

20. DAHLBERG, 2001.

21. SCHNEIDER, 1996.

extérieures ; l'absence d'attaques *ad hominem* ; la possibilité d'avoir des opinions ou des perspectives opposées ; une égalité de participation ; la cohérence ; la réflexivité ; la narrativité²².

Parallèlement, l'opérationnalisation de tels critères, à supposer qu'ils puissent être unifiés en des indicateurs empiriquement vérifiables, soulève des difficultés soulignées par Tamara Witschge : les mesures quantifiées de la délibération réduisent considérablement le matériau empirique, ce qui empêche de tirer de véritables conclusions sur le caractère délibératif ou non des discussions. Les études qualitatives, qui font davantage de place à la complexité du débat, achoppent en revanche à mettre en relation le contenu observé avec les théories de la délibération²³.

Dès lors, le modèle délibératif utilisé pour appréhender les discussions en ligne a fait l'objet de plusieurs critiques de la part d'auteurs provenant d'horizons disciplinaires variés. L'une d'entre elles porte sur la question de la norme délibérative ainsi construite : celle-ci n'est-elle pas, par son caractère rationnel, fortement limitée ? Ainsi, des auteurs féministes telles que Nancy Fraser, Iris Marion Young ou encore Lynn Sanders critiquent l'approche de la démocratie délibérative d'Habermas en raison de ce qu'elles estiment être l'inégale capacité des groupes à peser sur la délibération et à s'y faire entendre²⁴. De même, Melissa Williams montre que les raisons invoquées par les participants à une délibération publique sont généralement contingentes et que cette contingence dépend fortement de l'appartenance à des groupes structurés selon des lignes de clivages sociales ; ce que certains participants peuvent entendre comme des raisons peuvent ne pas être conçues comme telles par d'autres²⁵. Laurence Monnoyer-Smith insiste sur ce point en soulignant que les identités des participants aux discussions étant socialement construites, la relation que ces participants entretiennent à la rationalité n'est pas neutre²⁶. Jane Mansbridge souligne, quant à elle, le fait qu'au-delà des exclusions fondées sur le genre, la

22. STROMER-GALLEY, 2005. Dans un article plus récent, elle évoque six critères : STROMER-GALLEY, 2007. De nombreux auteurs soulignent également la difficulté à s'accorder sur les critères constitutifs de la délibération en ligne et proposent leurs propres critères : BENSON, 1996 ; WILHEM, 1998 ; TODD et WITSCHGE, 2003. Dans cette perspective, une tentative qui nous semble des plus abouties est celle de JANSSEN et KIES, 2004.

23. WITSCHGE, 2004.

24. FRASER, 2001 ; YOUNG, 1996 ; SANDERS, 1997.

25. WILLIAMS, 2002.

26. MONNOYER-SMITH, 2007.

délibération peut également renforcer d'autres formes de rapports inégalitaires telles que les inégalités de classe ou les inégalités ethniques²⁷. Adam Przeworski note la tendance des groupes qui ont le plus de ressources à imposer un ensemble de croyances qui leur sont favorables lorsque la délibération a lieu entre des responsables politiques et des citoyens²⁸. James Bohman analyse le rapport problématique entre les inégalités sociales et la légitimité délibérative et précise que l'égalité des participants dans la délibération recouvre en réalité deux sens distincts : les citoyens doivent être certes égaux entre eux, mais leurs arguments doivent également recevoir une égale considération²⁹.

De telles perspectives invitent à un renouvellement des cadres théoriques utilisés dans l'approche de la délibération³⁰, notamment en considérant comme légitimes d'autres formes d'expression, plus ouvertes aux conflits, que la seule argumentation rationnelle dont les contours sont de surcroît sujets à variations. Elles invitent également à considérer de près la complexité de ce qui se joue dans le déroulement concret des discussions politiques en ligne, au-delà du seul idéal délibératif.

Libertés, régulations, autorégulations

Le cadre théorique développé par Erving Goffman constitue une référence forte et quasi inévitable pour l'analyse des relations sociales non médiatisées. Dans celles-ci, l'impératif de « sauver la face » expliquerait en partie, l'existence des normes qu'acceptent et appliquent les individus dans leurs interactions quotidiennes³¹. Sans pour autant faire totalement disparaître les règles de civilité, les échanges électroniques offriraient, selon de nombreux auteurs, davantage de liberté que les relations en face-à-face.

Déjà, à propos du Minitel, Yves Toussaint soulignait que l'absence physique de l'autre est ressentie comme une protection par les usagers des services vidéotex³². Plus récemment, dans le cas des pages personnelles, des forums et du courrier électronique, Valérie Beaudouin et Julia Velkovska pensent que l'absence des participants et le caractère différé des échanges font « que sauver

27. MANSBRIDGE, 1998.

28. PRZEWORSKI, 1999.

29. BOHMAN, 1997.

30. Voir, par exemple, dans ce dossier la contribution de Mathieu Chaput.

31. C'est ce que Goffman appelle le « travail de figuration ». GOFFMAN, 1973, 1974.

32. TOUSSAINT, 1992.

sa face et celle des autres devient une contrainte moins lourde que dans l'interaction »³³. Dans une perspective similaire, Sara Kiesler et Lee Sproull estiment que puisque les personnes qui utilisent ce média ne peuvent se voir, s'entendre et percevoir leurs attitudes, elles peuvent difficilement utiliser des éléments du contexte d'énonciation. Ce manque d'indices sociaux permettrait donc une participation plus large que dans des interactions menées en face-à-face³⁴. Ainsi soustrait aux regards des autres, l'internaute, en partie déchargé des contraintes de la vie sociale et notamment des règles de politesse et de civilité, pourrait aisément s'extraire de la discussion. L'anonymat des opinions énoncées, ainsi que l'absence de marqueurs sociaux, permettraient alors, selon William Dutton, d'exprimer ses opinions sans crainte de remettre en cause le « pacte de stabilité sociale » qui régule d'autres relations, par exemple les relations de voisinage ou les relations amicales³⁵. Protégés, les internautes s'exprimeraient également davantage à propos de faits qu'ils n'oseraient aborder en présence d'un public.

En conséquence, un des avantages mis en avant dans la littérature est le fait que les discussions en ligne sont potentiellement susceptibles de reconfigurer les hiérarchies sociales et culturelles qui grèvent ordinairement la prise de parole en public des citoyens « ordinaires » grâce à la réduction de l'influence du statut social des interlocuteurs³⁶. Pourtant, – et c'est un aspect également fréquemment souligné –, le cadre³⁷ de la discussion conditionne partiellement le contenu même des échanges.

33. BEAUDOUIN et VELKOVSKA, 1999, p. 130-131.

34. KIESLER et SPROULL, 1992.

35. DUTTON, 1996. *A contrario* et de manière moins avantageuse, dans son analyse des relations que peuvent entretenir l'espace public et les technologies de l'information et de la communication, en particulier à travers les applications du courrier électronique et du forum de discussion, Axel Lefebvre estime que le fait de vouloir s'exprimer sous une identité qui n'est pas en réalité la sienne induit « une parole irresponsable vis-à-vis de la collectivité » (LEFEBVRE, 2002, p. 393). En outre, de nombreux travaux montrent que les personnes qui communiquent par l'intermédiaire de dispositifs informatiques ou télématiques développent un sentiment d'impunité et utilisent alors le réseau comme exutoire ou comme projection de fantasmes (TURKLE, 1995).

36. GASTIL, 2000 ; WITSCHGE, 2004.

37. Ce qui fait référence à la fois aux règles explicites ou implicites qui président au déroulement des discussions mais aussi à la matérialité de la procédure (son cadre physique et technique), le logiciel utilisé et le type d'interaction qu'il permet, la nature de la modération exercée et l'appropriation de l'interface informatique par les utilisateurs (WRIGHT et STREET, 2007).

D'un point de vue normatif, la conformité aux règles de la discussion est essentielle³⁸ et souvent considérée comme une nécessité pour garantir le respect de certaines valeurs. De manière générale, cet aspect a été mis en lumière par Cass R. Sunstein lorsqu'il constatait, au début des années 2000, l'explosion des possibilités de choix individuels et de filtrage induites par le développement d'Internet. Il y identifiait un risque de fragmentation de la société et un danger pour les principes républicains du « vivre ensemble » : ceux-ci supposent que les citoyens reçoivent une pluralité d'information et qu'ils vivent des expériences communes, afin de pouvoir se comprendre. Sunstein préconisait alors une intervention des pouvoirs publics afin d'orienter les usages d'Internet dans le sens de ces principes républicains, par exemple, par la mise en place de régulations précises sur les forums de discussion publics³⁹. Dans les espaces de débat en ligne plus restreints, de telles préoccupations affleurent en particulier lorsque ces débats sont organisés par une institution ou une organisation politico-administrative. Il est en effet attendu que les internautes respectent, du point de vue du contenu, les thèmes proposés par l'autorité organisatrice et qu'ils se conforment en terme de production d'énoncés à ce qui est attendu des pouvoirs publics. Cela est particulièrement clair dans le cas du débat sur la maîtrise de l'énergie (MDE), qui s'est déroulé en 2007, pour lequel quatre thèmes de discussion avaient été retenus et imposés aux internautes, avant d'être repris et transformés en énoncés généraux de politiques publiques⁴⁰. Le comportement des participants fait également l'objet de l'édiction de normes, notamment rappelées par les modérateurs. Ainsi, sur les forums de mouvements

38. C'est une des conditions d'une délibération effective : MENDELBERG, 2002.

39. SUNSTEIN, 2001. Cette controverse sur la contribution d'Internet à la fragmentation de l'espace public a été amplement discutée dans le monde anglo-saxon. Prolongeant le débat ouvert par Sunstein, Lincoln Dahlberg propose de refonder radicalement la question de l'espace public sur internet en dépassant à la fois le modèle délibératif et celui de la fragmentation. De son point de vue, la question centrale est de savoir si, sur internet, peuvent émerger des « contre-discours », des contestations du pouvoir, si possible collectives et organisées. Il met dès lors l'accent sur le rôle des règles du jeu et des valeurs portées par les dispositifs et les participants. Dans une telle perspective, il serait alors possible de dépasser une conception individualiste du citoyen et de la démocratie, à rebours à la fois du modèle délibératif et du modèle de la fragmentation (DAHLBERG, 2007). De son côté, Zizi Papacharissi estime que les espaces de débat en ligne constituent des sphères publiques qui co-existent et rassemblent des « contre-publics », selon l'expression de Nancy Fraser, plutôt qu'ils ne ressemblent à la conceptualisation opérée par Habermas. Ils forment en fait de mini sphères publiques qui servent à articuler différents intérêts et préoccupations collectives (PAPACHARISSI, 2004). En France, le débat sur la fragmentation de l'espace public possiblement induite par Internet a été largement repris par LEV-ON et MANIN, 2006 et FLICHY, 2008. Voir également la contribution de Patrice Flichy dans ce dossier.

40. Voir, dans ce dossier, la contribution de Nicolas Benvegno et Mathieu Brugidou.

politiques marginaux d'extrême droite et d'extrême gauche, il est conseillé aux internautes d'utiliser un langage adouci et neutre, pour ne pas faire fuir les électeurs potentiels⁴¹. Concernant les forums proposés par certaines municipalités françaises sur leur site internet, Stéphanie Wojcik a pu montrer que la volonté des organisateurs de maîtriser le contenu discursif des forums est accentuée par leur caractère permanent. En raison de la pérennité des critiques potentielles portées par les internautes à l'encontre des actions ou des responsables municipaux, ces derniers peuvent se trouver tentés de contrôler de manière accrue la teneur des messages susceptibles d'accéder à la publication électronique. De même, la visibilité des propos au-delà des frontières communales peut accroître leur méfiance à l'égard du forum⁴².

Toutefois, les modérateurs n'ont pas toujours un rôle restrictif. Ils peuvent être des facilitateurs du débat en modérant de façon souple et *a posteriori* le contenu des discussions comme le montre Laurence Monnoyer-Smith à propos du débat sur l'implantation d'un troisième aéroport parisien (DUCSAI)⁴³. Ils peuvent également être créateurs et intervenir non seulement pour modérer mais aussi dynamiser la discussion ou intégrer les commentaires énoncés par les participants aux propositions d'action concrète.

Quoi qu'il en soit, on peut estimer que les pratiques de modération du webmestre exercent une influence sur les conditions de participation au débat des internautes. Dans le cas de l'animation du forum, l'investissement du modérateur dans le débat (notamment à travers les réponses qu'il peut fournir) a une part dans l'intérêt que les internautes portent au forum. Dans l'exercice de sa fonction d'arbitre, le webmestre indique ce qui est dicible (contenu) dans l'espace du forum et les formes – non conflictuelles – que doivent revêtir les interventions. Dans certaines situations, le modérateur peut aussi endosser la fonction d'intermédiaire en transmettant des contributions aux autorités organisatrices⁴⁴.

Par ailleurs, les règles peuvent être remodelées et transgressées par les participants, voire émaner des participants eux-mêmes et non pas de l'instance de création de l'espace de discussion. Dans certains jeux vidéos comme les *Sims Online* ou le monde virtuel *Second Life*, les joueurs ont produit des

41. MATUSZAK, 2007.

42. WOJCIK, 2006.

43. MONNOYER-SMITH, 2007.

44. WOJCIK, 2007.

normes institutionnalisées de fonctionnement conduisant à l'émergence d'instances de gouvernement (présidence de certaines villes dans les *Sims Online* par exemple). Dans d'autres jeux comme *World of Warcraft*, pourtant fortement contraignants – le non-respect des règles pouvant entraîner l'élimination du joueur –, des marges de manœuvre demeurent et les « codes de bonne conduite » ne sont pas toujours respectés⁴⁵.

Diversité des opinions, conflictualité des échanges et construction potentielle de collectifs

Les espaces de discussion en ligne se trouvent à la confluence de phénomènes contradictoires. D'une part, l'anonymat et la non co-présence des participants, l'absence d'enjeux réels ou du moins clairement définis et indiqués comme tels, une modération affichée mais éventuellement aléatoire dans son application, peuvent conduire à exacerber la charge conflictuelle des propos tenus par les participants. D'autre part, ces mêmes éléments peuvent avoir pour résultat de décourager certains d'entre eux aux vues minoritaires ou dissidentes, engendrant de fait une collectivité homogène et pacifiée.

Dans son étude des usages des outils électroniques (notamment les listes de discussion) par les militants d'ATTAC, Flore Trautmann explicite précisément les tensions qui sous-tendent la communication en ligne. Par exemple, le laps de temps qui sépare les termes de l'échange serait susceptible de favoriser la réflexion des participants et donc un échange raisonnable, non dominé par les passions ou la virulence. En même temps, l'anonymat et la médiation de l'écran contrarieraient ce potentiel de rationalité et seraient susceptibles d'engendrer une parole désinhibée. Flore Trautmann estime que cette dernière caractéristique – véhémence des propos, tendance à la polémique – prédomine dans les discussions électroniques et conclut : « dans cette mesure, un débat uniquement médiatisé par une liste ne constitue pas nécessairement un mode privilégié d'émergence du consensus »⁴⁶. Dans le même sens, Viviane Serfaty, à propos du groupe de discussion américain *talk.politics.misc*, constate que ce groupe fonctionne comme un « révélateur de conflit »⁴⁷. Lorsqu'il analyse les forums du journal *Libération*, Michel Marcoccia estime quant à lui que la communication en ligne ne semble pas favoriser les échanges discursifs

45. MAUCO, 2007.

46. TRAUTMANN, 2001, p. 27.

47. SERFATY, 2002, p. 411.

rationnels mais bien plutôt la production de messages brefs et de *flames* (insultes en ligne)⁴⁸. A propos de l'installation des partis politiques dans *Second Life*, Olivier Mauco indique que la majorité des discussions politiques constituait une « attaque contre les membres de l'espace, une critique de la politique, du parti, etc. pouvant dériver rapidement en une guerre de tranchée entre militants, sympathisants et opposants »⁴⁹. Céline Matuszak fait un constat relativement similaire en ce qui concerne les forums de discussion de groupes politiques d'extrême droite et d'extrême gauche, en évoquant la « provocation discursive » qu'ils expriment. Le forum sert à interpeller les adversaires politiques, à les critiquer, les injurier. Il devient le lieu privilégié et visible de la confrontation des idéologies et de camps politiques opposés⁵⁰.

De tels résultats sont toutefois contredits par des travaux antérieurs. Etudiant la liste de discussion électronique gérée par le collectif « Toulouse Réseau Unitaire Citoyen », Marie-Gabrielle Suraud estime au contraire qu'une telle liste constitue d'abord un moyen d'esquiver les rapports conflictuels des débats en co-présence⁵¹. Dans le même sens, Laurence Monnoyer-Smith signale, à propos des débats sur le troisième aéroport parisien, que la distance posée par l'interface informatique a, dans ce cas, joué un rôle de filtre à des formes virulentes de prise de parole constatées en réunion publique⁵².

Cette position nuancée apparaît d'autant plus recevable que la violence verbale et le conflit – parfois à l'égard d'un tiers absent – n'obèrent pas la constitution de « communautés » qui peuvent tendre vers l'homogénéité. Dans certains cas, participer à une discussion en ligne est aussi significatif de l'appartenance à une « communauté » préexistante⁵³. De plus, les codes, les façons de détourner ou de maîtriser les possibilités techniques du dispositif peuvent aussi fonder l'appartenance à un groupe. Surtout, au cours de la discussion en ligne, pourrait s'exercer une pression collective qui conditionne l'expression des opinions et conduit à réduire l'espace des possibles discursifs, engendrant une « spirale de silence » au terme de laquelle l'expression d'un point de vue majoritaire sur telle ou telle question empêche généralement celle des voix minoritaires, qui se

48. MARCOCCIA, 2003.

49. MAUCO, 2007, p. 14.

50. MATUSZAK, 2007.

51. SURAUD, 2003.

52. MONNOYER-SMITH, 2007.

53. Voir la contribution de Raphaël Kies dans ce dossier, à propos du forum du parti politique *Radicali italiani*.

retranchent dès lors dans le silence⁵⁴. Certains travaux relatifs à la délibération ont mis en lumière un phénomène de polarisation des opinions en cours de la discussion, qu'elle se déroule en ligne ou en face-à-face⁵⁵. De même, des travaux en psychologie sociale montrent que les citoyens qui prennent part à une discussion en ayant une certaine opinion sur un sujet, en sortent avec une opinion encore plus extrême que celle qu'ils avaient au départ⁵⁶. En somme, la confrontation des opinions conduirait les participants à renforcer leurs convictions initiales plutôt qu'à les changer.

Toutefois, ces travaux sont contredits par des observations empiriques menées sur des groupes de citoyens ayant participé à des « sondages délibératifs ». Il s'avère ainsi qu'à l'issue des débats organisés dans le cadre de tels sondages, les changements d'opinion sont extrêmement fréquents⁵⁷. Concernant la diversité des opinions énoncées sur Internet, d'autres chercheurs partent de l'hypothèse qu'Internet favoriserait des rencontres entre personnes défendant des positions opposées. Jennifer Stromer-Galley montre ainsi que les participants trouvent dans les discussions sur Internet une diversité sociale et géographique, une hétérogénéité des profils et des points de vue qu'ils auraient plus difficilement rencontrés hors ligne⁵⁸. Dans une perspective similaire, l'étude de Laurence Monnoyer-Smith sur les dispositifs participatifs dédiés à l'implantation d'un troisième aéroport parisien indique que le débat en ligne permet l'expression d'une plus grande diversité des opinions que le débat hors ligne, ce dernier étant davantage investi par les acteurs politiques et associatifs, familiers de la prise de parole publique, qui peuvent avoir tendance à monopoliser la parole, et restreindre dès lors l'expression, potentiellement contradictoires, d'autres personnes⁵⁹. A propos du même dispositif, Marianne Doury et Michel Marcoccia estiment également que les forums en ligne permettent effectivement la confrontation de positions différentes à travers des échanges argumentés⁶⁰.

Parallèlement, ainsi que le soulignent avec justesse Azi Lev-On et Bernard Manin, il se pourrait que la rencontre d'opinions adverses adienne en dépit des intentions des utilisateurs. Par exemple, le site *Slashdot* qui à l'origine rassemble des passionnés d'informatique a suscité, lors de la campagne

54. NOELLE-NEUMANN, 1989.

55. WILHEM, 1998 ; DAVIS, 1999 ; SUNSTEIN, 2001.

56. MENDELBERG, 2002.

57. FISHKIN *et al.*, 2002.

58. STROMER-GALLEY, 2003.

59. MONNOYER-SMITH, 2007.

60. DOURY et MARCOCCIA, 2007.

présidentielle américaine de 2004, pléthore de messages politiques de la part d'internautes aux vues idéologiquement opposées⁶¹.

Réhabiliter l'émotion ?

Fréquemment inspirés des réflexions de John Dewey sur le « savoir d'usage »⁶², de nombreux travaux sociologiques relatifs aux débats en face-à-face montrent que les citoyens sont capables de mobiliser une diversité de ressources argumentatives, ce qui nourrit des perspectives théoriques qui visent à réhabiliter l'expression des citoyens « ordinaires » sur les affaires publiques et à envisager, au-delà de la seule connaissance factuelle, savante, de l'univers politique, la multiplicité des savoirs que mobilisent, en situation, les individus dans leur rapport au politique⁶³. A l'encontre de l'argumentation rationnelle-critique conceptualisée par Habermas, une première perspective plaide pour la prise en considération d'autres registres légitimes d'intervention dans l'espace public, par exemple, le témoignage⁶⁴, la narration⁶⁵ ou le récit personnel⁶⁶. Ce dernier s'inscrit dans une logique différente de celle de l'argumentation rationnelle, en ce qu'il permet de faire une place à l'expression émotionnelle⁶⁷.

Dans les espaces en ligne, le recours à l'expérience personnelle est diversement effectué. Ainsi, à propos des forums des mouvements politiques radicaux, Céline Matuszak souligne que la référence à l'expérience personnelle est un procédé très utilisé non seulement pour évoquer son engagement, mais aussi pour amener de nouvelles idées ou projets⁶⁸. Une telle référence est également patente dans les extraits du débat présentés dans ce dossier par Mathieu Chaput, à propos de la réforme des bourses dans l'enseignement supérieur au Québec. L'analyse de Nicolas Benvegna et Mathieu Brugidou est plus nuancée. Ils montrent que les énoncés sur le thème des transports dans le débat MDE sont davantage personnalisés, rapportant des

61. LEV-ON et MANIN, 2006.

62. DEWEY, 2003.

63. JOIGNANT, 2007.

64. SANDERS, 1997.

65. MANSBRIDGE, 1998.

66. YOUNG, 1996.

67. Quoiqu'il ne faille pas nécessairement opposer la rationalité aux émotions (MARCUS, 2008). De plus, l'expression d'émotions peut aussi être liée à une évaluation morale de telle sorte qu'elles puissent être considérées comme ayant légitimement leur place dans un espace public défini par des exigences de justification.

68. MATUSZAK, 2007.

formes d'expérience personnelle mais, dans le même temps, les propos relatifs au bâtiment sont fortement empreints de vocabulaire économique et ceux relatifs aux sources d'énergie font appel à un vocabulaire spécialisé, relevant de la chimie et des sciences physiques⁶⁹. En revanche, dans une étude sur les forums de certains partis politiques (UDF, Jeunes Populaires et Désirs d'Avenir), différente de celle figurant dans ce dossier, Nicolas Desquinabo montre que dans le corpus constitué de 611 messages, l'expérience personnelle est peu mobilisée dans les argumentations, sauf par certains enseignants qui font par ailleurs partie des rares contributeurs à manifester des signes identitaires sur les sites de DA ou de l'UDF⁷⁰. De la même manière, toujours à propos des forums de partis politiques, Gersende Blanchard considère que plutôt que de paroles profanes, les discours des internautes des webforums des partis s'apparentent davantage à des discours d'initiés⁷¹.

Une seconde perspective, s'inscrit quant à elle en faux du « paradigme minimaliste », initié dans les années 1960 par Philip Converse⁷², et prône la reconnaissance d'une compétence sinon universelle tout du moins très générale des citoyens « ordinaires », y compris et surtout parmi ceux qui apparaissent et se reconnaissent comme les moins concernés par la politique. Dans une telle perspective, même des citoyens peu informés et qui seraient considérés comme « incompetents » (c'est-à-dire qui ne sont pas en mesure de s'approprier les catégories abstraites à l'œuvre dans les débats entre spécialistes de la politique⁷³), ne sont pas, en réalité, totalement dépourvus d'éléments et d'instruments d'appréciation⁷⁴. Existerait ainsi toute une gamme d'« instruments cognitifs », qui n'ont pas encore fait l'objet d'une description systématique selon Daniel Gaxie, et qui désignent les « “informations”, représentations, “savoirs” pratiques et les critères de

69. Voir dans ce dossier, la contribution de Nicolas Benvegno et Mathieu Brugidou.

70. DESQUINABO, 2007.

71. BLANCHARD, 2007.

72. CONVERSE, 1964.

73. Cette « incompétence politique » fait référence aux analyses classiques de Pierre Bourdieu (*La distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, 1979 ; *Le sens pratique*, Minuit, 1980) et Daniel Gaxie (1978). Ces auteurs soulignent le caractère socialement déterminé de la « compétence politique », entendue comme le sentiment d'être « socialement reconnu comme habilité à s'occuper des affaires politiques, à donner son opinion à leur propos et même à en modifier le cours » (BOURDIEU, 1977, p. 56).

74. Issue de la psychologie politique, cette hypothèse d'un « travail cognitif » des individus ordinaires a surtout été empiriquement validée dans le cadre de travaux portant sur les discussions politiques des citoyens, observées soit dans un cadre expérimental (*focus group* notamment), soit en situation d'enquête qualitative (entretiens).

jugement mobilisés par des “citoyens ordinaires” pour se faire une opinion sur divers sujets publiquement débattus et, notamment, pour choisir entre des candidats à une élection et participer au scrutin »⁷⁵.

Dans ce contexte, si l’observation des débats en face-à-face donne lieu peu à peu à la construction de typologies des savoirs⁷⁶ des ressources argumentatives et des modes de preuve utilisés par les citoyens ordinaires⁷⁷, de telles tentatives de repérage et de catégorisation des registres argumentatifs sont plus rares en ce qui concerne l’expression des citoyens en ligne alors que précisément certaines caractéristiques de tels débats (par exemple, l’absence physique des protagonistes, leur fréquent anonymat) pourraient susciter de la part des internautes l’élaboration d’argumentations spécifiques, pour l’heure peu explorées de manière systématique. Néanmoins, quelques travaux s’attachent à élaborer une catégorisation des registres discursifs de la parole politique en ligne. Par exemple, à partir d’une analyse de contenu des messages postés sur le forum « Democracy Square » mis en place par les municipalités de Kristiansand et de Agder en Norvège, Jeremy Rose et Øystein Saebø distinguent cinq genres de discours : la joute (*the challenge and riposte*) ; le manifeste politique (*the political manifesto*) ; le débat rationnel sur des problématiques spécifiques (*the rational issue debate*) ; la question et la réponse respectueuses (*the respectful question and answer*) ; la question sans réponse (*the unanswered question*)⁷⁸. Dans ce dossier, à partir d’une analyse de fils de discussion provenant de forums de trois partis politiques français, Nicolas Desquinabo repère quatre genres d’activités discursives : les échanges « polémiques », les « débats de propositions », les « messages de propositions » et les « critiques ou soutiens aux candidats ». Dès lors, il apparaît que l’intérêt pour les questions politiques s’exprime dans certains cas sur un mode conflictuel, les internautes n’hésitant pas à critiquer vivement tant la personne que l’action de leurs responsables, mais aussi les opinions et prises de positions des autres intervenants. En cela, ils font apparaître un certain nombre de clivages structurant à leurs yeux l’espace public et dont l’injustice constitue le moteur principal (par exemple, entre ceux qui travaillent et les chômeurs entre ceux qui peuvent vraiment bénéficier des services publics et les autres, etc.). Plus généralement, ces tentatives de catégorisation qui

75. GAXIE, 2007, p. 739.

76. SINTOMER, 2006.

77. Voir les contributions rassemblées dans FROMENTIN et WOJCIK, 2008.

78. ROSE et SAEBO, 2005.

soulignent les formes d'expression conflictuelle à l'œuvre sur les forums de discussion incitant à poursuivre la réflexion entamée dans les travaux qui lient la politisation à la notion de conflit⁷⁹.

D'autres travaux cherchent à déterminer quelles sont les conditions de légitimité de telle ou telle opinion. Par exemple, Nicolas Benvegno et Mathieu Brugidou notent que les propositions des internautes dans le cas du débat sur la maîtrise de l'énergie doivent répondre à un impératif de « montée en généralité » mais doivent également être « crédibles » (prise en compte des coûts et nécessité de connaissances techniques plus ou moins poussées) et « applicables » (prendre en considération les contraintes de l'action publique). En tous les cas, l'impératif implicite qui gouverne les situations de prise de parole dans l'espace public semblerait être celui de la « montée en généralité ». Les individus seraient ainsi contraints d'adopter un discours compatible avec ce qui est collectivement défini comme étant « l'intérêt général », sans pour autant se départir de leur ancrage social et de leurs préférences⁸⁰.

En conclusion... à quoi servent les discussions politiques en ligne ? Quelques pistes de recherche

Les conversations nouées sur les espaces en ligne sont supposées permettre de régénérer un tissu social effiloché, dont la trame ne suffit plus à lier entre elles les diverses communautés locales. Ainsi, les forums seraient aptes à faire surgir de nouvelles formes de sociabilités. « La richesse et la situation sociale, l'instruction et la réputation, les aptitudes exceptionnelles et les mérites de l'individu »⁸¹ considérées par Georg Simmel comme des entraves à l'émergence de la sociabilité, sont en effet plus facilement abstraits lors des échanges électroniques : l'absence physique des intervenants altère la visibilité des codes sociaux de reconnaissance, de l'apparence vestimentaire aux signes extérieurs de richesse. Pourtant, certains travaux sur la sociabilité télématique engagés dès les années 1980 étaient très réservés sur la capacité de ces messageries à générer ou renforcer chez leurs usagers un sentiment de communauté⁸². Plus récemment, les travaux de Barry Wellman confirment que les réseaux électroniques ne favorisent pas une sociabilité virtuelle qui ferait disparaître les relations en face-à-face. En revanche, ils permettent

79. DUCHESNE et HAEGEL, 2007.

80. DOURY et LEFÈBRE, 2006.

81. Cité par DEROUCHE-GURCEL, 1996, p. 25.

82. JOUËT, 1989.

d'accentuer le développement des échanges interpersonnels, en dehors de toute référence à une identité collective.

Certains des cas présentés dans ce dossier apparaissent aussi comme des outils privilégiés pour la mise en relation des individus⁸³. C'est plus particulièrement l'exemple du forum du parti politique italien des Radicaux, étudié par Raphaël Kies, dans lesquels les internautes aiment à se retrouver pour commenter et affiner leurs argumentaires et renforcer leur idéologie. Il faut noter que dans ce cas précis une organisation politique préexistante vient soutenir les échanges en ligne. Pour le dire autrement, l'existence de liens personnels est fondamentale pour renforcer la confiance des utilisateurs des forums.

Au-delà de la question de la sociabilité et malgré la richesse de l'ensemble des travaux précédemment évoqués, la contribution des discussions politiques en ligne à une possible transformation des conditions d'exercice de la démocratie et des formes de la participation politique n'a pas été complètement explorée. Plusieurs pistes de recherche nous semblent pouvoir ici être évoquées.

Pour leurs promoteurs, en particulier les partis politiques, les espaces en ligne constituent souvent une vitrine supplémentaire à la diffusion de leurs idées. Ainsi, pour les groupuscules extrémistes qui ont peu accès à l'espace des médias traditionnels, leurs forums permettent d'accroître, relativement, la diffusion de leurs idéologies auprès d'un public plus large. Pour les partis davantage installés dans le paysage institutionnel, les forums sont de même des espaces où se poursuit le travail de promotion tant de l'organisation elle-même que de ses représentants⁸⁴. Indépendamment du bénéfice publicitaire qu'ils peuvent représenter pour leurs instigateurs, une des raisons majeures de fréquenter de tels espaces est, aux yeux des internautes, la recherche d'informations : en 2005, Raphaël Kies montre que trois personnes sur quatre participant au forum des Radicaux italiens ont indiqué qu'elles utilisaient le forum pour obtenir des informations⁸⁵. De manière plus large, il conviendrait de s'interroger sur les motivations des individus à participer à des discussions en ligne, alors que, comme le souligne Jennifer Stromer-Galley, des opportunités d'avoir des discussions politiques en face-à-face existent encore⁸⁶.

83. Voir aussi lors de l'arrestation du général Pinochet en 1998, le rôle joué par le forum dans la constitution d'une mémoire collective des Chiliens expatriés à travers le monde, TANNER, 2001.

84. BLANCHARD, 2007.

85. Voir, dans ce dossier, la contribution de Raphaël Kies.

86. STROMER-GALLEY, 2002.

Dans cette perspective et concernant les discussions dans des espaces non contraints par une autorité politique, trois hypothèses au moins pourraient selon elle faire l'objet d'une vérification empirique : celle soutenue par Nina Eliasoph qui estime que de très nombreuses personnes considèrent comme tabou le fait de parler politique en public⁸⁷; ensuite, celle de Robert Wyatt, Elihu Katz et Joohan Kim qui considèrent que la plupart des gens parlent politique d'abord et en premier lieu avec leurs amis proches ou les membres de leur famille⁸⁸; enfin, celle avancée par Dietram Scheufele, selon lequel il y a des personnes qui sont plus susceptibles que d'autres de parler politique⁸⁹.

Pour ce qui est des dispositifs de débat public en ligne, il serait possible de s'interroger sur les facteurs de prise de parole et dans quelle mesure les déterminants classiques de la participation politique se trouvent ou non subvertis⁹⁰. Ce qui permettrait de contribuer au débat ouvert par de nombreux travaux anglo-saxons sur la faculté d'Internet à élargir les publics touchés par ce type de débat et à mobiliser des catégories de la population, notamment les jeunes, qui jusque là étaient exclus des procédures classiques de concertation mises en place par les autorités politiques⁹¹. De manière adjacente, une approche comparative pourrait s'avérer particulièrement féconde en vue de déterminer l'éventuel rôle de la culture politique nationale dans les modalités de prise de parole en ligne, notamment son caractère plus ou moins conflictuel, et dans les degrés différenciés de recevabilité d'un argument⁹².

87. ELIASOPH, 1998.

88. WYATT, KATZ et KIM, 2000.

89. SCHEUEFELE, 1999.

90. A cet égard, il faut souligner, en France l'inexistence d'études quantitatives relatives au profil socioprofessionnel des participants à des discussions politiques en ligne. Une sociographie des visiteurs de sites web politiques a toutefois été réalisée à l'occasion des élections présidentielles françaises de 2007. Ces sites furent effectivement visités par les citoyens les plus intéressés par la politique et, de manière plus surprenante, il a été établi que les jeunes ou les internautes ayant un niveau de diplôme supérieur n'étaient pas plus susceptibles de visiter de tels sites que les personnes âgées ou les internautes ayant un degré moindre de qualification (VEDEL et CANN, 2008).

91. Certains travaux sont plus nuancés. Par exemple, à propos du débat en ligne organisé en 2002 par la ville de Hambourg (Allemagne) et destiné à recueillir des idées pour le développement futur de la ville, Steffen Albrecht montre que si celui-ci a effectivement permis aux jeunes de s'exprimer, en revanche, la participation des femmes est demeurée très faible (ALBRECHT, 2006).

92. Ces aspects ont particulièrement été mis en lumière par Liza Tsaliki à travers une étude de différents forums se déroulant en Grèce, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni (TSALIKI, 2002).

De la même manière que les débats en face-à-face se déroulant par exemple dans les conseils de quartier, les espaces en ligne pourraient aussi être considérés sous l'angle du rôle qu'ils peuvent avoir dans l'apprentissage de l'échange politique et de la citoyenneté. Certains travaux montrent en effet que, à l'issue de discussions en ligne, les individus sont mieux informés, font preuve d'empathie⁹³ et de respect à l'égard des arguments opposés⁹⁴ et développent leurs connaissances sur les sujets débattus⁹⁵. Toutefois, très peu d'études empiriques, en France, viennent confirmer de manière précise ces résultats. Pour Michel Marcoccia, la conversation en ligne développe la capacité d'identifier et d'exprimer des intérêts et contribue à développer les méthodes nécessaires pour le débat politique dans « la vie réelle ». Ainsi, selon lui, parler politique dans un forum de discussion peut être un moyen d'affûter et de mettre à l'épreuve les arguments à partir desquels on détermine ses choix politiques⁹⁶. Dans le cas des Radicaux italiens, les participants percevoient précisément le forum comme un moyen pour apprendre à discuter de questions politiques.

Dans d'autres cas, et pour reprendre la typologie élaborée par Madeleine Akrich, une forme de « détournement »⁹⁷ de tels espaces est observable, en ce que les usages qui en ont été faits contournent explicitement ceux prévus par les organisateurs. Par exemple, le forum DUCSAI fut utilisé par les participants comme un espace de discussion permettant de mettre en place des mots d'ordre pour les diverses manifestations organisées par les associations opposées à l'implantation de l'aéroport dans leur région⁹⁸.

Parallèlement, les espaces en ligne pourraient être davantage appréhendés au regard de leurs éventuelles conséquences sur la propension des individus qui y prennent part à s'investir sur le plan civique et politique, et plus modestement sur l'éventuel développement de leur intérêt pour la chose publique. Dans leur revue de la littérature précisément consacrée à l'impact de la participation discursive, hors ligne, sur l'engagement civique, Delli-Carpini *et al.* soulignent la relative minceur des travaux empiriques qui étudient précisément ces relations⁹⁹. Ils en distinguent toutefois plusieurs

93. MUHLBERGER, 2005.

94. PRICE, NIR et CAPPELA, 2006.

95. BARABAS, 2004.

96. MARCOCCIA, 2003.

97. AKRICH, 1998.

98. MONNOYER-SMITH, 2007.

99. DELLI-CARPINI *et al.*, 2004.

types, parmi lesquels les recherches en psychologie sociale sur la discussion en petits groupes et les études de cas, notamment l'analyse fondatrice de Jane Mansbridge relatif à un *town meeting* en Nouvelle-Angleterre¹⁰⁰. Ils concluent que les effets de la discussion sont fortement dépendants du contexte qui renvoie aux but et sujet de la discussion, aux caractéristiques des personnes qui participent et à leurs relations aux décideurs, aux règles gouvernant les interactions, aux informations fournies, ou encore aux croyances antérieures des participants.

Concernant les débats en ligne et contrairement à ce qu'affirme Putnam, pour lequel le capital social (moteur de l'engagement civique)¹⁰¹ ne peut être renforcé à travers la communication médiatisée par ordinateur car il nécessiterait un contact physique et émotionnel (qui serait précisément absent des discussion en ligne), certains travaux empiriques¹⁰² ou expérimentaux¹⁰³ montrent que la discussion électronique accroît l'engagement ultérieur des internautes dans la vie politique réelle. En France, de tels travaux sont pour l'instant peu développés¹⁰⁴.

L'incidence des débats en ligne sur la décision politique, qu'il s'agisse d'énoncés programmatiques de la part de candidats dans le cadre d'une compétition électorale ou de la production de politiques publiques, est particulièrement difficile à appréhender. A propos des textes intitulés « Ce que je retiens » signés par Ségolène Royal et censés reprendre les synthèses des débats participatifs et des débats en ligne se déroulant sur le site « Désirs d'Avenir » de la candidate, Marieke Stein note ainsi que ces textes sont courts, construits comme un discours électoral et présentent un écart important avec le forum et la synthèse qui en est réalisée par une équipe de soixante-dix volontaires. Par exemple, le texte de Ségolène Royal relatif à l'enseignement supérieur « passe sous silence toutes sortes de problèmes importants posés par les internautes (concernant, par exemple, l'enseignement supérieur, ses débouchés), néglige les solutions précises qui pourraient être sujettes à polémiques (sur le redoublement, entre autres) et retient essentiellement des propositions assez vagues »¹⁰⁵. Dans le même

100. MANSBRIDGE, 1983.

101. PUTNAM, 2000.

102. COLEMAN, 2004.

103. MIN, 2007.

104. Hormis MONNOYER-SMITH, 2006.

105. STEIN, 2006, p. 4.

sens, Nicolas Desquinabo estime que le lien entre les programmes des candidats UMP et PS et les propositions auxquelles leurs forums donnèrent lieu est assez peu perceptible. Toutefois, à propos des Radicaux italiens, Raphaël Kies souligne que si une partie des utilisateurs du forum remet en cause des actions menées par certains membres de la direction, ceux-ci peuvent difficilement l'ignorer et sont souvent contraints de se justifier.

Les dispositifs étudiés par Nicolas Benvegnu et Mathieu Brugidou ont explicitement pour but de produire des énoncés de politiques publiques. Ainsi, l'ADEME a clairement annoncé que les propositions issues du débat MDE seraient transmises aux responsables politiques lors du Grenelle de l'environnement à l'automne 2007. Mais, ainsi que le souligne Marion Carrel, « la question des effets des procédures participatives et délibératives sur les acteurs et la décision reste un domaine peu exploré »¹⁰⁶, indépendamment du cadre légal qui définirait le caractère décisionnaire de telles procédures. Qu'elles soient ou non en ligne, un lien explicite entre discussion et décision constitue vraisemblablement une incitation forte à la participation.

Ainsi, parler politique en ligne peut concomitamment conduire à reconsidérer les conditions et les modalités de sociabilité, de socialisation et de participation politique. La littérature académique, composée essentiellement d'études de cas, souligne la diversité des dispositifs, des objectifs et des publics des discussions politiques en ligne. Elle invite à une approche des discussions « par le bas », ou plus près des participants et des interactions auxquelles ils prennent part et appelle sans nul doute à la formulation d'hypothèses plus précises, d'une part, concernant les motivations à s'engager dans des discussions politiques en ligne, et les liens entre l'engagement en ligne et l'engagement hors ligne ; d'autre part, concernant l'interaction entre les espaces de discussion en ligne et la vie politique « hors ligne », car le caractère potentiellement socialisateur et « participatif » de ces discussions doit se concevoir en relation avec le processus global d'organisation du pouvoir et la place des citoyens dans la vie démocratique.

106. CARREL, 2006, p. 34.

RÉFÉRENCES

- AKRICH M. (1998), « Les utilisateurs, acteurs de l'innovation », *Education permanente*, n° 134, p. 79-89.
- ALBRECHT S. (2006), "Whose voice is heard in online deliberation? A study of participation and representation in political debates on the Internet", *Information, Communication & Society*, vol. 9, n° 1, p. 62-82.
- ALMOND G. et VERBA S. (1963), *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press.
- BÄCHTIGER A. et STEENBERGEN M. R. (2004), *The Real World of Deliberation. A Comparative Study of its Favorable Conditions in Legislatures*, European University Institute, Florence, Working paper SPS n° 2004/17.
- BACQUÉ M.-H., REY H. et SINTOMER Y. (dir.) (2005), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches ».
- BARABAS J. (2004), "Virtual Deliberation: Knowledge from Online Interaction Versus Ordinary Discussion", Shane P. M. (ed.), *Democracy Online. Prospects for political renewal through the Internet*, London, Routledge, p. 239-251.
- BARBER B. (1984), *Strong Democracy: Participatory Politics for a New Age*, Berkeley, University of California Press.
- BEAUDOUIN V. et VELKOVSKA J. (1999), « Constitution d'un espace de communication sur Internet. (Forums, pages personnelles, courrier électronique...) », *Réseaux*, vol. 17, n° 97, p. 121-177.
- BENSON T. W. (1996), "Rhetoric, Civility, and Community: Political Debate on Computer Bulletin Boards", *Communication Quarterly*, 44, p. 359-78.
- BLANCHARD G. (2007), *La communication politique partisane sur internet : des pratiques et des stratégies nouvelles ?*, Thèse pour le doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université Stendhal Grenoble 3, 3 volumes.
- BLONDIAUX L. et SINTOMER Y. (2002), « L'impératif délibératif », *Politix*, vol. 15, n° 57, p. 17-32.
- BOHMAN J. (1997), "Deliberative Democracy and Effective Social Freedom: Capabilities, Resources, and Opportunities", Bohman J. et Rehg W. (eds), *Deliberative Democracy. Essays on Reason and Politics*, Cambridge/London, the MIT Press, p. 321-348.
- BOURDIEU P. (1977), « Questions de politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 16, p. 55-89.

CARDON D., JEANNE-PERRIER V., Le CAM F. et PELISSIER N. (dir.) (2006), Dossier « Les blogs », *Réseaux*, vol. 24, n° 138.

CARREL M. (2006), « Politisation et publicisation : les effets fragiles de la délibération en milieu populaire », *Politix*, vol. 19, n° 75, p. 33-51.

CEFAÏ D. et LAFAYE C. (2002), « Le cadrage d'un conflit urbain à Paris. Les répertoires d'argumentation et de motivation dans l'action collective », Cefai D. (dir.), *L'héritage du pragmatisme : conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Editions de l'Aube, coll. « Société et territoire », p. 371-394.

CHAMBERS S. (2003), "Deliberative democratic theory", *Annual Review of Political Science*, 6, p. 307-326.

COLEMAN S. (2004), "Connecting Parliament to the Public via the Internet: Two Case Studies of Online Consultations", *Information, Communication & Society*, vol. 7, n° 1, p. 3-22.

CONVERSE P. (1964), "The Nature of Belief Systems in Mass Publics", Apter D. (ed.), *Ideology and Discontent*, New York, Free Press, p. 206-261.

CURAPP/CRAPS (1999), *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris, PUF.

DAHLBERG L. (2001), "Computer-Mediated Communication and the Public Sphere: a critical analysis", *Journal of Computer-Mediated Communication*, vol. 7, n° 1, <http://jcmc.indiana.edu/vol7/issue1/dahlberg.html>

DAHLBERG L. (2007), "Rethinking the fragmentation of the cyberpublic: from consensus to contestation", *New Media and Society*, vol. 9, n° 5, p. 827-847.

DAVIS R. (1999), *The Web of Politics: The Internet's Impact on the American Political System*, Oxford, Oxford University Press.

DELLI CARPINI M. X., COOK F. X. et JACOBS L. R. (2004), "Public Deliberation, Discursive Participation, and Citizen Engagement", *Annual Review of Political Science*, 7, p. 315-344.

DEROCHE-GURCEL L. (1996), « Cyberspace : le retour de la sociabilité ? », *Communication et Langages*, n° 107, p. 21-32.

DESQUINABO N. (2007), « Interactions et argumentations dans les webforums partisans », communication au colloque *Les usages partisans de l'Internet* organisé par l'équipe IRÉNÉE – Université de Nancy 2, Nancy, 21-22 juin.

DEWEY J. (2003 [1927]), *Le public et ses problèmes*, Publications de l'Université de Pau, Farrago/Editions Léo Scheer.

- DOURY M. et LEFÉBURE P. (2006), « "Intérêt général", "intérêts particuliers". La construction de l'ethos dans un débat public », *Questions de communication*, n° 9, p. 47-71.
- DOURY M. et MARCOCCIA M. (2007), « Forum Internet et courrier des lecteurs : l'expression publique des opinions », *Hermès*, n° 47, p. 41-50.
- DUCHESNE S. et HAEGEL F. (2007), "Accepting or Avoiding Conflict in Public Talk", *British Journal of Political Science*, vol. 37, n° 1, p. 1-22.
- DUMOULIN M. (2002), « Les forums électroniques: délibératifs et démocratiques ? », Monière D. (dir.), *Internet et la Démocratie*, Québec, Monière et Wollank éditeurs, p. 141-157.
- DUTTON W. H. (1996), "Network rules of order: regulating speech in public electronic fora", *Media, Culture & Society*, vol. 18, n° 2, p. 269-290.
- ELIASOPH N. (1998), *Avoiding Politics: How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, Cambridge University Press.
- FALGUÈRES S. (2006), Les forums de discussion des sites Web de la presse quotidienne nationale : entre repositionnement des journaux et constitution de publics de presse, Thèse de doctorat en Sociologie, Université Paris 3 – Sorbonne Nouvelle.
- FISHKIN J. S., LUSKIN R. C. et JOWELL R. (2002), "Considered Opinions: Deliberative Polling in Britain", *British Journal of Political Science*, 32, p. 455-87.
- FLICHY P. (2008), « Internet, un outil de la démocratie ? », *La vie des idées*, <http://www.laviedesidees.fr/Internet-un-outil-de-la-democratie.html>, 14 janvier.
- FRASER N. (2001), « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement », *Hermès*, n° 31, p. 125-156.
- FROMENTIN T. et WOJCIK S. (dir.) (2008), *Le profane en politique. Compétences et engagements du citoyen*, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques ».
- GAMSON W. (1992), *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GASTIL J. (2000), "Is Face-to-Face Citizen Deliberation a Luxury or a Necessity?", *Political Communication*, vol. 17, n° 4, p. 257-361.
- GAXIE D. (2007), « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens" », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, p. 737-757.
- GENSOLLEN M. (2004), « Economie non rivale et communautés d'information », *Réseaux*, n° 124, p. 141-206.
- GOFFMAN E. (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne*, tome 2 « Les relations en public », Minuit, coll. « Le sens commun ».

- GOFFMAN E. (1974), *Les rites d'interaction*, Minuit, coll. « Le sens commun ».
- GUTMANN A. et THOMPSON D. (1996), *Democracy and Disagreement*, Harvard, Belknap Press.
- HABERMAS J. (1997a), *Droit et Démocratie. Entre faits et normes*, Gallimard, coll. « NRF Essais ».
- HABERMAS J. (1997b), *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Critique de la politique Payot.
- HABERMAS J. (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, 2 vol., Fayard, coll. « L'espace du politique ».
- JANSSEN D. et KIES R. (2004), "Online Forums and Deliberative Democracy: Hypotheses, Variables and Methodologies", *Empirical Approaches to Deliberative Politics*, European University Institute, Florence, May.
- JOIGNANT A. (2007), « Compétence politique et bricolage. Les formes profanes du rapport au politique », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, p. 799-817.
- JOUËT J. (1989), « Une communauté télématique. Les axiens », *Réseaux*, n° 38, p. 49-66.
- KATZ E. et LAZARSFELD P. F. (2005 [1955]), *Personal Influence. The Part Played by People in the Flow of Mass Communications*, Piscataway, Transaction Publishers.
- KIESLER S. et SPROULL L. (1992), *Connections: New ways of working in the networked organization*, Cambridge, MIT Press.
- LAZARSFELD P. F., BERELSON B. et GAUDET H. (1952 [1948]), *The People's Choice. How the voter makes up his mind in a presidential campaign*, New York, Columbia University Press.
- LEFEBVRE A. (2002), « Espace public et technologies de l'information : le cas du courrier électronique et du forum de discussion », Serfaty V. (dir.), *L'Internet en politique, des Etats-Unis à l'Europe*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, p. 377-397.
- LEV-ON A. et MANIN B. (2006), « Internet : la main invisible de la délibération », *Esprit*, mai, p. 195-212.
- MANIN B. (1985), « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Le Débat*, n° 33, p. 72-93.
- MANSBRIDGE J. (1998), "Everyday Talk in the Deliberative System", Macedo S. (ed.), *Deliberative Politics. Essays on Democracy and Disagreement*, New York, Oxford University Press, p. 211-239.

MANSBRIDGE J. (1983), *Beyond Adversary Democracy*, Chicago, Chicago University Press.

MARCOCCIA M. (2003), « Parler politique dans un forum de discussion », *Langage et société*, n° 104, p. 9-55.

MARCUS G. E. (2008), *Le citoyen sentimental. Émotions et politique en démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po.

MATUSZAK C. (2007), « Le forum comme lieu de production d'un discours unitaire et mobilisateur : un nouveau terrain pour la confrontation idéologique chez les mouvements politiques marginaux », 9^e Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), atelier 8 *La discussion politique en ligne. Enjeux théoriques et interrogations méthodologiques*, Toulouse, 5-7 septembre.

MAUCO O. (2007), « Les tentatives de politisation des mondes virtuels. Analyse comparée de *Second Life* et de *World of Warcraft* », 9^e Congrès de l'Association Française de Science Politique (AFSP), atelier 8 *La discussion politique en ligne. Enjeux théoriques et interrogations méthodologiques*, Toulouse, 5-7 septembre.

MAYER N. et PERRINEAU P. (1992), *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin.

MENDELBERG T. (2002), "The Deliberative Citizen: Theory and Evidence", Delli-Carpini M. X. et al. (eds), *Political Decision-Making, Deliberation and Participation*, Amsterdam, Elsevier Press, p. 151-193.

MIN S.-J. (2007), "Online vs. Face-to-Face Deliberation: Effects on Civic Engagement", *Journal of Computer-Mediated Communication*, vol. 12, n° 4, article 11, <http://jcmc.indiana.edu/vol12/issue4/min.html>

MONNOYER-SMITH L. (2006), "Citizen Deliberation on the Internet: an exploratory Study", *International Journal of E-government Research*, vol. 2, n° 3, p. 58-74.

MONNOYER-SMITH L. (2007), « Le débat public en ligne : une ouverture des espaces et des acteurs de la délibération ? », Revel M., Blondiaux L., Fourniau J.-M., Dubreuil Hériard B et Lefebvre R. (dir.), *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, p. 155-166.

MUHLBERGER P. (2005), "Attitude Change in Face-to-Face and Online Political Deliberation: Conformity, Information or Perspective Taking?", *Paper prepared for the Annual Meeting of the American Political Science Association*, Washington, DC, September.

NOELLE-NEUMANN E. (1989), « La spirale du silence. Une théorie de l'opinion publique », *Hermès*, n° 4, p. 181-189.

PAPACHARISSI Z. (2004), "Democracy online: civility, politeness, and the democratic potential of online political discussion groups", *New Media & Society*, vol. 6, n° 2, p. 259-283.

POSTER M. (1997), "Cyberdemocracy: the Internet and the Public Sphere", Holmes D. (ed.), *Virtual Politics, Identity and Community in Cyberspace*, London, Sage, p. 212-228.

PRICE V., NIR L. et CAPPELLA J. N. (2006), "Normative and Informational Influences in Online Political Discussions", *Communication Theory*, 16, p. 47-74.

PRZEWORSKI A. (1999), "Deliberation and Ideological Domination", Elster J. (ed.), *Deliberative Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 140-160.

PUTNAM R. (2000), *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Shuster.

REVEL M., BLONDIAUX L., FOURNIAU J.-M., DUBREUIL HÉRIARD B. et LEFEBVRE R. (dir.) (2007), *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte.

ROSE J. et SÆBØ Ø. (2005), "Democracy Squared. Designing On-Line Political Communities to Accomodate Conflicting Interests", *Scandinavian Journal of Information Systems*, 17, n° 2, p. 133-168.

SANDERS L. (1997), "Against Deliberation", *Political Theory*, vol. 25, n° 1, p. 347-375.

SCHEUFELE D. A. (1999), "Deliberation or Dispute. An Exploratory Study Examining Dimensions of Public Opinion Expression", *International Journal of Public Opinion Research*, 11, p. 25-58.

SCHNEIDER S. M. (1996), "Creating a Democratic Public Sphere Through Political Discussion: A Case Study of Abortion Conversation on the Internet", *Social Science Computer Review*, vol. 14, n° 4, p. 373-393.

SERFATY V. (2002), « Les groupes de discussion sur Internet entre constructions imaginaires et pratiques : un exemple aux Etats-Unis », Serfaty V. (dir.), *L'Internet en politique, des Etats-Unis à l'Europe*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, p. 399-415.

SINTOMER Y. (2006), « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », communication à la journée d'étude franco-allemande du CIERA *Y a-t-il un « savoir citoyen » mobilisable dans la démocratie participative ?*, Paris, Site Pouchet, 27 février.

STEIN M. (2006), « Le blog, nouvel instrument au service de la démocratie participative ? », Séminaire du réseau DEL-CNRS, Paris, 14 décembre.

STRANDBERG K. (2008), "Public deliberation goes on-line ? Political discussions on the internet prior to the Finnish parliamentary elections in 2007", *Javnost/The Public. Journal of the European Institute for Communication and Culture*, vol. 15, n° 1, p. 71-90.

STROMER-GALLEY J. (2002), "New Voices in the Public Sphere: A Comparative Analysis of Interpersonal and Online Political Talk", *Javnost/The Public. Journal of the European Institute for Communication and Culture*, vol. 9, n° 2, p. 23-41.

STROMER-GALLEY J. (2005), "Decoding deliberation online", Paper presented at the Second Conference on Online Deliberation, Palo Alto, California, May.

STROMER-GALLEY J. (2003), "Diversity of Political Conversation on the Internet: Users' Perspectives", *Journal of Computed-mediated communication*, vol. 8, n° 3, <http://jcmc.indiana.edu/vol8/issue3/stromergalley.html>

STROMER-GALLEY J. (2007), "Measuring deliberation's content: a coding scheme", *Journal of Public Deliberation*, vol. 3, n° 1, article 12.

SUNSTEIN C. R. (2001), *Republic.com*, Princetown, NJ, Princetown University Press.

SURAUD M.-G. (2003), « Le Net ou la clôture de l'espace public : débats sur l'accident industriel de Toulouse (septembre 2001) », *Réseaux*, vol. 21, n° 118, p. 211-236.

TANNER E. (2001), "Chilean conversations: internet forum participants debate Augusto Pinochet's detention", *Journal of Communication*, vol. 51, n° 2, p. 383-403.

TODD G. S. et WITSCHGE T. (2003), "In Search of Online Deliberation: Towards a New Method for Examining the Quality of Online Discussions", *Communications. The European Journal of Communication Research*, vol. 28, n° 2, p. 173-204.

TOUSSAINT Y. (1992), « La parole électronique. Du minitel aux nouvelles machines à communiquer », *Esprit*, n° 186, p. 127-139.

TRAUTMANN F. (2001), « Internet au service de la démocratie ? Le cas d'ATTAC », *Les Cahiers du CEVIPOF*, n° 30.

TSALIKI L. (2002), "Online forums and the enlargement of public space: Research findings from a European project", *Javnost/The Public. Journal of the European Institute for Communication and Culture*, vol. 9, n° 2, p. 95-112.

TURKLE S. (1995), *Life on the Screen. Identity in the Age of Internet*, New York, Simon & Shuster.

VEDEL T. et CANN Y.-M. (2008), « Une communication électorale de rupture ? L'internet dans les stratégies des candidats et les pratiques d'information de électeurs », Perrineau P. (dir.), *Le vote de rupture*, Paris, Presses de Sciences Po.

WELLMAN B. (ed.) (1999), *Networks in the Global Village. Life in Contemporary Communities*, Boulder, CO, Westview Press.

WILHEM A. W. (1998), "Virtual Sounding Boards: How deliberative is online political discussion?", *Information, Communication and Society*, vol. 1, n° 3, p. 313-338.

WILLIAMS M. S. (2002), « Représentation de groupe et démocratie délibérative : une alliance malaisée », *Philosophiques*, « La démocratie délibérative », vol. 29, n° 2, p. 215-249.

WITSCHGE T. (2004), "Online Deliberation: Possibilities of the Internet for Deliberative Democracy", Shane P. M. (ed.), *Democracy Online. The Prospects for Political Renewal through the Internet*, New York, Routledge, p. 109-122.

WOJCIK S. (2007), « Les modérateurs des forums de discussion municipaux, des intermédiaires démocratiques? », *Questions de communication*, Presses Universitaires de Nancy, n° 12, p. 335-354.

WOJCIK S. (2006), « Les forums électroniques municipaux : un espace délibératif inédit », *Hermès*, n° 45, p. 177-182.

WRIGHT S. et STREET J. (2007), "Democracy, deliberation and design: the case of online discussion forums", *New Media & Society*, vol. 9, n° 5, p. 849-869.

WYATT R. O., KATZ E. et KIM J. (2000), "Bridging the Spheres: Political and Personal Conversation in Public and Private Spaces", *Journal of Communication*, 50, p. 71-92.

YOUNG I. M. (1996), "Communication and the Other: Beyond Deliberative Democracy", Benhabib S. (ed.), *Democracy and Difference. Contesting the Boundaries of the Political*, Princeton, Princeton University Press, p. 120-135.